

Dans un court espace de temps, les serviteurs de la compagnie avaient dépensé aux Indes plus de cent millions en édifices civils ou militaires, tous trop fastueux, la plupart d'une utilité médiocre, quelques-uns même qui pouvaient devenir dangereux, et qu'il fallut détruire. Il était possible que l'orgueil national fût entré pour quelque chose dans ces grandes constructions; mais l'avidité de ceux qui les avaient ordonnées ou conduites en avait été certainement la cause principale. On mit des bornes à la vanité ou au brigandage en fixant la somme qui dans la suite pourrait être annuellement employée à ce genre d'ouvrages.

Le corps privilégié eut originairement des vaisseaux en propre. Il ne lui en restait plus aucun lorsqu'il reprit sa navigation après la fin des guerres civiles. Pressé de jouir, il se détermina à employer des bâtimens particuliers; et ce qu'il avait fait par nécessité, il le continua par économie. On lui frétait des navires plus ou moins grands, tout équipés, tout avitaillés, qui se chargeaient de porter aux Indes et d'en rapporter le nombre de tonneaux convenu. A leur départ, il n'y prenait d'espace que ce qu'en exigeait son fer, son plomb, son cuivre, ses étoffes de laine, ses vins de Madère, les seuls objets qu'il envoyât dans l'Orient. Ce qui y restait de place appartenait aux propriétaires, qui pouvaient le remplir indifféremment de tout ce dont le monopole ne trafi-

quait pas. Ils avaient aussi le droit, au retour, de disposer d'un poids de trente tonneaux, que par leur contrat ils n'avaient pas cédé. La loi même les autorisait à y charger les mêmes marchandises que la compagnie, mais avec l'obligation de lui payer trente pour cent de leur valeur. L'espoir d'engager les armateurs à mieux remplir leurs obligations et d'arrêter les importations frauduleuses qu'ils se permettaient fit réduire en 1773 l'impôt à la moitié. Cette faveur n'ayant pas produit l'effet qu'on s'en était promis, la direction prit enfin le parti de s'approprier toute la capacité des bâtimens; et ce nouvel arrangement lui fit une économie annuelle de plus de deux millions de livres.

La réforme fut générale. Elle s'étendit au recouvrement des deniers publics, à la solde des troupes, aux opérations du commerce, à toutes les parties de l'administration. Avec ce bon esprit, la compagnie parvint en moins de six ans à payer la plus grande partie de ses dettes, et à reconquérir la confiance publique, quoique dans l'intervalle elle eût éprouvé une perte de quelque importance.

Depuis assez long-temps les Anglais désiraient une possession qui pût devenir un entrepôt où les marchandises et les denrées de la Chine et des autres contrées orientales pussent être échangées contre les denrées et les marchandises de l'Indostan et de l'Europe. Leur projet était d'en faire le marché le plus considérable de l'Asie. L'île de Balam-

xv.
Vues des Anglais sur Balambangam.
Leur expulsion de cette île.

hangam, située à la pointe septentrionale de Bornéo, leur parut propre à remplir leurs vues, et en 1766 le roi de Solor leur en céda la propriété. Ils y arborèrent leur pavillon l'année suivante; mais ce ne fut qu'en 1772 qu'ils y formèrent leur établissement.

Quelques commis, trois cents soldats blancs ou noirs, un vaisseau et deux petits bâtimens, des marchandises d'un grand prix, tels furent les premiers matériaux d'un édifice qui devait un jour s'élever si haut. Malheureusement les chefs se brouillèrent; on dispersa trop le peu de troupes qui avait échappé à des maladies destructives. Les navires tournèrent leurs voiles vers des parages éloignés. Le nouveau comptoir était sans défense. Il fut attaqué, pillé et détruit par les mêmes sauvages qui avaient prêté leurs bras à sa construction. Ce fut pour la compagnie un dommage de neuf millions. Les Hollandais des Moluques, les Espagnols des Philippines purent se réjouir de la ruine d'une colonie formée à leur voisinage par un peuple puissant et ambitieux; mais rien dans le temps ne porta à soupçonner qu'ils eussent provoqué ou encouragé ce désastreux événement.

xvi.
Guerre de
1778 à 1783
dans l'Inde,
entre les An-
glais et Hai-
der-Aly avec
ses alliés.

Des prospérités soutenues avaient fait oublier ce mal passager, lorsqu'en 1778 la compagnie se vit engagée dans une des plus terribles luttes dont l'histoire ait conservé le souvenir. Sa métropole lui avait donné les Français et les Hollandais pour

ennemis, et sa propre ambition avait provoqué Haïder-Aly-Khan et les Marattes. On la crut généralement perdue. Ceux mêmes qui avaient la plus haute opinion de la valeur de ses troupes, des ressorts de sa politique, du bon état de ses finances, ne pensèrent pas qu'elle pût résister aux efforts combinés ou séparés de quatre nations aussi belliqueuses. Ce jugement ne ralentit pas l'ardeur que les armées britanniques avaient de combattre. Elles se présentèrent sur le champ de bataille, l'esprit rempli de leurs anciens triomphes, et avec l'espoir d'en obtenir de nouveaux. Leur confiance fut rarement trompée. La victoire suivit assez constamment leurs drapeaux, et il fut heureux qu'elle les abandonnât quelquefois pour que leur courage ne dégénérât pas en une présomption qui aurait pu avoir de funestes suites. Les deux mondes n'apprirent pas sans étonnement qu'une société de marchands n'avait pas seulement défendu pendant quatre ou cinq ans ses possessions contre la formidable ligue formée pour les asservir ou les démembler, mais que son territoire s'était agrandi. Ce succès inattendu fut dû principalement au génie de Hastings, dont les conceptions furent toujours vastes, les mesures toujours bien combinées, les instrumens toujours judicieusement choisis.

Mais des avantages si brillans et si soutenus avaient exigé d'énormes dépenses; et vers la fin de 1783 la compagnie se vit réduite à demander

xvii.
L'adminis-
tration de la
compagnie
est soumise

au bureau du
contrôle.

au parlement la permission d'ouvrir un emprunt qui pût la mettre en état d'acquitter ses dettes les plus pressées. Loin d'accueillir la requête, Fox, qui avait alors la principale influence dans les affaires, proposa de nommer sept commissaires inamovibles, qui se saisiraient des papiers, des magasins, des effets du corps privilégié; qui en nommeraient tous les agens, et auraient la direction absolue de sa politique, de son territoire et de son commerce. Pour justifier une violation si manifeste du droit de propriété et de la foi publique, l'orateur assura que le monopole devait cent quatre-vingt-dix millions au-delà de ce qu'il possédait, et que les hommes bornés ou infidèles qui avaient creusé le précipice étaient hors d'état de le combler. L'impression que ce discours plein de véhémence fit sur le public fut telle, que le jour même les actions baissèrent de vingt-cinq pour cent.

Cette violente attaque ne tarda pas à être repoussée. Les administrateurs de la société, si cruellement outragés, prouvèrent qu'après avoir acquitté les deux cent quarante-sept millions d'engagemens qu'elle avait pris dans l'Inde ou en Europe, il lui resterait un fonds libre de quatre-vingt-douze millions. Ils prouvèrent que ce grand capital serait incessamment grossi par les bénéfices d'un commerce immense, dont des hostilités trop long-temps prolongées avaient détourné le cours. Ils prouvèrent que les impôts perçus

dans les possessions acquises aux Indes étaient d'une ressource dont il n'était pas possible de contester la solidité; et voici le tableau qu'ils en offrirent pour l'année 1781, la dernière dont les comptes eussent été rendus. Dans le Bengale, le revenu territorial s'éleva à 93,321,536 liv.; le tribut de Benarès à 11,988,000 liv.; le subside d'Oude à 10,248,000 l.; le droit sur le sel, l'opium, les postes et les monnaies, à 11,155,200 liv. Somme totale 126,712,536 liv. Mais il fallut déduire, pour les frais de collection et pour la pension du souba 27,000,000 de liv.; pour l'établissement militaire, calculé d'après un terme moyen de onze années de paix, 26,771,832 liv.; pour l'établissement civil, pour la marine et les fortifications, 12,240,000 livres. Somme totale 66,011,832 liv.; ce qui réduisit le produit net à 60,700,704 liv.

Au Coromandel, le revenu territorial, en y joignant celui des douanes, s'éleva à 14,400,000 l.; le subside du nabab d'Arcate à 4,800,000 liv.; et celui du raja de Tanjaour à 3,840,000 liv. Somme totale 23,040,000 liv. Mais il fallut déduire pour l'établissement militaire 14,400,000 liv.; et pour l'établissement civil, les fortifications et le tribut des circars, 4,491,432 livres. Somme totale 18,891,432 livres; ce qui réduisit le produit net à 4,148,568 liv. Le produit net des deux contrées fut donc de 64,849,272 liv. Sur cette somme il fallut prendre de quoi secourir le Malabar et

Sumatra, où la dépense surpassait la recette de 6,624,000 livres; ce qui réduisit le revenu que la compagnie retirait de ses possessions à 58,225,272 liv.

Ces éclaircissemens, quoique dignes de la plus sérieuse discussion, n'arrêtèrent pas un moment les communes. Elles adoptèrent aveuglément le bill tel qu'il avait été d'abord proposé, mais il fut rejeté par les pairs à une très-grande majorité. Le roi profita de cette occasion pour dissoudre un parlement qui ne lui était pas agréable; et les circonstances qui accompagnèrent cet événement le rendront à jamais célèbre dans les annales de la Grande-Bretagne.

Le nouveau parlement s'assembla au mois de mai 1784. Pitt, successeur de Fox, pensa qu'il devait ses premiers soins aux Indes, qui agitaient alors avec raison la nation entière. La difficulté était de trouver un arrangement qui ne blessât pas la dignité de la couronne, où le fisc trouvât quelque avantage dont les citoyens pussent être satisfaits, et contre lequel le corps privilégié ne pût pas s'élever avec trop d'audace. Le jeune et sage ministre réussit peut-être au-delà de ses espérances. Ses plans ne furent pas seulement sanctionnés par le corps législatif, ils obtinrent encore l'approbation de tous ceux dont les intérêts particuliers ou les préjugés n'offusquaient pas les lumières.

Par le premier bill la compagnie conserva la

direction absolue de toutes ses opérations de commerce; et à l'exception des chefs de ses trois présides, qui devaient obtenir la confirmation du monarque, ses autres employés furent tous laissés à son choix. Mais ses possessions territoriales, ses armées, ses négociations, furent si parfaitement soumises à six commissaires composant un bureau de contrôle à Londres et amovibles à la volonté du trône, que tout ce qu'ils jugeraient à propos de prescrire devait être exécuté aux Indes, sans même avoir été communiqué au monopole, quoique ce monopole ne pût donner de son côté aucun ordre que de leur aveu.

Un second bill eut pour objet les importations du corps privilégié dans la métropole. Toutes les branches de cet important commerce furent débarrassées d'une foule d'entraves inutiles dont on les avait jusqu'alors accablées. Quelques-unes, proscrites comme nuisibles aux manufactures nationales, ne parurent plus entraîner cet inconvénient, et leur introduction n'éprouva plus de difficulté. C'était une opinion généralement reçue, que depuis que la compagnie avait acquis de vastes et riches territoires, elle devait se contenter d'un moindre bénéfice sur ses marchandises. D'après cette idée, les droits exigés d'elle ne différaient que peu d'une prohibition absolue; on les modéra. Le thé méritait et obtint une attention particulière.

A l'époque où cette feuille asiatique commença ^{XVIII.} Modification

des droits sur
le thé.

à être connue en Angleterre, elle n'eut à supporter qu'une légère imposition. Les gens éclairés se réjouirent des progrès d'une boisson qui n'avait rien de dangereux; et le gouvernement lui-même, dans la vue d'en étendre le goût, accabla de taxes les liqueurs fortes, devenues si nuisibles, que les naissances annuelles étaient, en très-peu de temps, tombées à Londres de dix-neuf à quatorze mille. Cette politique pleine d'humanité eut un succès complet. Dans les trois royaumes le thé devint la passion dominante de tous les ordres de citoyens. Malheureusement un fisc avide ou obéré se jeta avec si peu de ménagement sur cette nouvelle consommation, que les contrebandiers purent donner leur thé à quatre-vingts pour cent meilleur marché que la compagnie. La fraude augmentait avec une rapidité effrayante, lorsque Pitt eut le courage de l'attaquer, et réussit à la détruire par une modération dans les droits telle qu'il la fallait pour lui enlever tous ses avantages. Alors restèrent dans la circulation intérieure des sommes immenses qui depuis trop long-temps allaient alimenter le commerce étranger; alors furent utilement employés dans les ateliers des bras nerveux qui n'avaient travaillé qu'à la ruine de l'empire; alors s'augmentèrent tous les ans de six à sept millions de livres les bénéfices d'une société dont la prospérité intéresse si essentiellement la Grande-Bretagne, et qui doit fixer l'attention de tous les peuples de l'Europe qui ont

des établissemens plus ou moins importans aux Indes. Cette compagnie de marchands y domine par sa politique, par ses armes et par son commerce. L'influence que depuis 1750 elle a acquise dans cette belle partie du globe est telle, que son avarice, son ambition ou son inquiétude en déterminent tous les mouvemens. La preuve de cette singulière vérité se trouvera dans le tableau qui va être tracé des côtes et des mers d'Asie. On commencera par l'Arabie.

L'Arabie est une des plus grandes péninsules du monde connu. Elle a pour limites au couchant la mer Rouge; au midi et au levant l'Océan indien; au nord-est le golfe Persique. La Syrie, le Diarbekir, l'Irak-arabi la terminent au nord.

xix.
Description
de l'Arabie.
Révolutions
qu'elle a
éprouvées.
Caractère de
ses habitans.

Dans cette vaste région, le climat varie d'une manière très-marquée. Il est constamment embrasé dans les plaines, qu'aucune rivière n'arrose, et où la moindre pluie est un événement extraordinaire. L'air est agréablement tempéré, quelquefois même un peu froid sur les montagnes, qui ont des sources multipliées, et où il pleut trois mois dans l'année.

Les richesses souterraines se réduisent à peu de chose en Arabie. On n'y trouve que peu et de mauvais fer; et celui qui y est le plus généralement, le plus utilement employé, vient de l'Europe. Un seul district fournit du plomb et du cuivre. Malgré l'autorité des anciens Grecs, l'or n'est pas une production du pays. On n'y voit en circulation